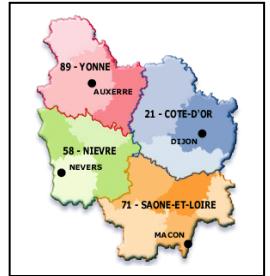


Défendons notre travail et notre hôpital psychiatrique

*Manifestons devant l'ARS
 le 24 avril à 10H30*

*avec les autres hôpitaux psychiatriques de la région
 devant un barbecue*



Cette année encore, l'ARS définit un **ONDAM (évolution des dépenses hospitalières)** en-dessous des dépenses nécessaires aux soins en psychiatrie, et même en-dessous des dépenses MCO.

Et pourtant, nos établissements psychiatriques croulent sous les « réformes » censées améliorer le soin :

- GHT pour « mutualiser » les moyens
- Concentration des CMPs, CATTPs, qui s'éloignent des lieux de vie des patients en-dehors des grandes agglomérations
- Transformation de lits hospitaliers (de soins) en médico-sociaux (MAS), beaucoup moins onéreux en termes de personnels
- Lourds investissements immobiliers pour réhabiliter ou créer des structures
- Accréditation : lourdes machineries administratives qui se désintéressent des moyens, se contentent d'évaluer les « processus », mais certes pas la réalité de terrain des soins
- « bonnes pratiques » obligées qui enlèvent toute créativité aux soignants
- « évaluation » individuelle qui met les soignants sous pression et en rivalité entre eux, sur le modèle du management de Toyota, au lieu de soutenir les équipes et les collectifs de travail,
- Sous-traitance au secteur privé (informatique, blanchisserie, services techniques, cuisines,...) sans souci du rapport humain aux patients. Expérimentation de sous-traitance des psychothérapies aux libéraux, dont le « réseau » n'aura jamais l'efficacité d'une équipe soignante
- Gel du point d'indice des salaires

C'est le fiasco de la politique du gouvernement.

Les « indicateurs » sont au rouge : augmentation des isolements et des contentions ; embauche de vigiles de soignants ; croissance exponentielle des établissements fermés et coûteux parce que les équipes, faute de formation initiale et de moyens adaptés ne peuvent plus faire face à des malades difficiles (UMD, UHSA, ...) et les suicides au travail pleuvent.



Et pourtant, la psychiatrie manifeste : en septembre dernier, devant les ARS, le 22 mars à Paris. Mais, même en grève, les soignants du service public vous soignent toujours.

Déradicalisons le terrorisme néo-libéral qui tue les services publics et la Sécu, qui crée des zones de non-droit aux soins. Nous proposons de réelles « bonnes pratiques » :

- ✓ Embaucher le personnel manquant et le sécuriser pour qu'on le laisse bien soigner
- ✓ Améliorer la formation initiale des soignants : les infirmiers spécialisés en psychiatrie ont disparu depuis 25 ans
- ✓ Renforcer les équipes soignantes
- ✓ « Simplifier la réglementation » en supprimant l'accréditation et la certification

Les politiques de santé menées successivement par les gouvernements n'épargnent pas le **CHS du Jura**. Alors même que nous sommes martelés par leur blabla de qualité de vie au travail, de bientraitance, de bonnes pratiques, nous assistons à véritable démantèlement de notre hôpital. La suppression des postes annoncée dans un plan social de 4 ans et qui prévoit au minima la perte de 100 postes (26 pour cette année) nous conduit à la remise en question de nos pratiques : nette dégradation de la prise en charge des patients, mise en insécurité des personnels et des patients, souffrance au travail, réorganisation complète de l'hôpital au détriment de la sectorisation (fermeture de lits / services/ nouveaux pôles ...), remise en question de l'existence des services techniques (est déjà actée la fermeture du jardin et de la ferme), fusion administrative au sein du GHT psy, gestion déshumanisée du personnel avec une mobilité contrainte induite par le management à flux tendu du personnel soignant en lien avec des effectifs cibles au raz des pâquerettes, non renouvellement des CDD, généralisation de la précarité avec le recrutement systématique des agents sous contrat (le projet Macron s'applique déjà!)... L'ampleur des dégâts est vaste, ne soyons pas dupes, bien au-delà de notre condition c'est toute la psychiatrie publique qui est sur la sellette !

Oui, nous, salariés de la Chartreuse, serons dans la rue avec nos revendications pour exiger : le renforcement de moyens humains et la stagiairisation des contractuels :

- la réouverture des lits pour assurer une hospitalisation immédiate quand c'est nécessaire,
- le renforcement et le développement des structures extrahospitalières,
- le maintien de tous les services avec des personnels en nombre suffisant pour un accueil et une prise en charge de qualité.

Au Centre Hospitalier de Novillars : Offre de soins à la population du Doubs sous-dotée en nombre de lits d'hospitalisation (0,9 pour 1000 habitants contre 1,2 en France) donc significativement inférieure à la moyenne nationale et la moyenne en Bourgogne Franche-Comté, entraînant une sursaturation totale des unités d'hospitalisation d'admission avec l'accueil de personnes, à défaut de lits disponibles, en chambre d'isolement thérapeutique et mise sous tension des personnels soignants et des patients accueillis.

Des zones blanches ou quasi blanches en termes d'implantation de centres médico-psychologiques (CMP) ou centres de guidance infanto-juvénile avec des délais de rendez-vous auprès d'un psychiatre ou d'un psychologue pouvant aller jusqu'à 9 mois sur certains lieux ce qui provoque une véritable iniquité dans l'accès aux soins. Manque de place en hospitalisation de jour (50 à 60). Délabrement et vétusté du bâti (présence d'amiante). Déqualification des postes. Absentéisme non remplacé, dégradation de la qualité de prise en charge des patients. Débasage exigé par l'ARS au détriment des moyens pour maintenir les missions de services publics donc appauvrissement de l'hôpital.

Au CHS de Sevrey : embauche récente de vigiles au lieu de soignants, explosion des heures de travail de nuit faute de personnels, hôpital très vétuste qui devrait être reconstruit, précarité en hausse (17%), pénurie de psychiatres et surtout pédopsychiatres, absentéisme général non remplacé.

A Mâcon, un projet de création d'hôpital de jour adultes privé lucratif voit le jour sur Paray-le-Monial, tandis que les soignants du secteur public manquent de moyens...